



NORD LUTTE DE CLASSES éducation Académie de Lille
91 rue Francisco Ferrer, 62260 Méricourt

<https://ldc-hdf.org>
mél : syndicat@ldc-hdf.org
tel : 0782 080 11



5 décembre : arrêtons le rouleau compresseur capitaliste !

Lille, le 1^{er} décembre 2024

Non content de piétiner la démocratie par une recomposition du pouvoir, au mépris des urnes, par la droite la plus dure et traditionnelle, d'avoir plombé le budget, de régner par la peur – du chômage, de la précarité, de l'immigrant·e... –, de multiplier les discours et les actes autoritaires, de réprimer par la violence les manifestations – syndicales, écologistes... –, les étranger·er·es, les kanaks, de saluer les Trump et Milei du monde entier, de bâillonner les discours de soutien au peuple palestinien, voilà que le gouvernement, affidé du néo-libéralisme mondial, entend s'en prendre une fois de plus à la Fonction publique. Une journée de grève ne suffira pas, mais commençons dès le 5 décembre à construire un vaste mouvement social !

Dans l'Éducation nationale, faire toujours plus avec toujours moins

De nouveau le point d'indice est gelé, alors que les salaires des personnels sont bien plus bas, à qualification égale, que dans le privé. D'autant plus que le recours aux contractuel·les augmente, que des personnels pourtant indispensables, comme les AESH sont mal traités et mal payés.

La GIPA¹ supprimée, c'est encore moins de revenu, alors que l'inflation continue à courir et les prix des produits de première nécessité, – nourriture, électricité, gaz...-- à augmenter.

La nouvelle ministre de l'Éducation nationale nous annonce sans sourciller la suppression de 4000 postes, tout en déplorant que les concours soient désertés par les jeunes, peu soucieux de supporter des conditions de travail dégradées pour des salaires aussi faibles. Et le gouvernement dégoise à qui mieux mieux sur un prétendu absentéisme énorme des fonctionnaires ! Les chiffres pourtant disent l'inverse, si l'on prend en compte l'impact du Covid sur les personnels hospitaliers, l'âge plus élevé et la forte féminisation dans certains secteurs, dont l'éducation.

Jours de carence : une iniquité de plus !

Le gouvernement, qui n'en est plus à un mensonge près, prétend imposer aux agent·es de la fonction publique trois jours de carence en cas d'arrêt maladie, pour – dit-il – réduire une inégalité entre public et privé. Or, dans le privé, selon la taille de l'entreprise, entre 63,5 % et 85 % des salarié·es voient leurs jours de carence pris en charge par leur entreprise.

Il n'en sera pas de même dans la fonction publique. Si l'on ajoute à ces jours non payés la diminution du niveau d'indemnisation des autres jours d'arrêt de 100 à 90 %, ce seront donc en moyenne 300 € perdus pour les agent·es qui auront la malchance de tomber malades. Et cela pèsera bien sûr davantage sur les bas salaires, les femmes en particulier !

Vouloir faire croire à une réduction d'inégalité en la renforçant, voilà bien le type de brouillage auquel ce gouvernement nous a habitué·es !

Le tri social toujours à l'œuvre

Les réformes initiées par le précédent ministre de l'Éducation nationale sont plébiscitées par la nouvelle ministre, qui entend bien les poursuivre.

Ainsi les groupes de niveau instaurés dans les collèges, et qui constituent en réalité une nouvelle forme de tri social, vont être poursuivis et étendus ; le Conseil d'État a certes retoqué le dispositif, mais uniquement parce qu'il n'a pas donné lieu à un décret. Cet « oubli » sera vite réparé, comme l'annonce déjà le ministère !

Les élèves relégué·es dans les groupes faibles, et notamment les élèves en situation de handicap, auront donc droit à un traitement au rabais des programmes, a minima, alors qu'on laisse croire qu'ils et elles obtiendront au bout du compte les mêmes acquis ! Quant aux

enseignant·es, ils et elles n'auront qu'à continuer à jongler avec des emplois du temps difficiles à supporter !

Le maître mot : austérité !

Les collectivités départementales et régionales, responsables du financement des écoles et établissements emboîtent le pas du gouvernement, par une réduction massive des dotations. Des baisses drastiques, de 40 à 60 % !

Les élèves payeront la note ! Moins de chauffage, moins de matériel, moins d'activités en dehors des cours, moins de sorties.

Ici et là des établissements s'organisent avec des parents d'élèves ; amplifions ce mouvement !

CE QUE RÉCLAME NORD LDC éducation

Que le gouvernement renonce :

- aux jours de carence
- à la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie
- à la suppression de la GIPA (¹ Garantie individuelle du pouvoir d'achat)
- au gel du point d'indice

Que le gouvernement

- donne aux services publics les budgets nécessaires à leurs missions
- crée des emplois
- titularise tous les personnels précaires
- augmente les salaires pour rattraper ce qui a été perdu depuis vingt ans

Pendant que bourgeoisie, capitalistes, actionnaires, grands patrons, s'enrichissent toujours davantage à grands coups d'exonérations fiscales et dividendes, les classes laborieuses sont toujours plus laminées.

Les services publics sont pour toutes et tous !

**Salarié·e·s du public et du privé, unissons-nous !
Défendons nos services publics et nos droits
le 5 décembre, par la grève et dans la rue !**

NORD LDC ÉDUCATION ACADÉMIE DE LILLE APPELLE À LA GRÈVE !

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES D'ÉCOLES, ÉTABLISSEMENTS OU DE BASSINS – BLOCAGES DES ÉTABLISSEMENTS ET UNIVERSITÉS – GRÈVES – MANIFESTATIONS – DES PRÉAVIS SONT POSÉS.

